



# La sécurité des JO à l'épreuve d'une cyberattaque

Pour se prémunir contre le piratage informatique, Paris 2024 s'en est remis à Atos, une boîte menacée de démantèlement.

L'ENSEMBLE des portes magnétiques du village olympique verrouillées à distance par des hackers, toute la billetterie qui tombe en carafe... c'est le genre de cauchemars qui hantent les responsables de la sécurité informatique des JO de Paris. Alors que la guerre entre le Hamas et Israël a ravivé la peur d'actes terroristes, au point que le grandiose défilé d'athlètes sur la Seine, prévu le 26 juillet, pourrait être revu à la baisse (« Le Parisien », 28/10), la menace cyber inquiète de plus en plus les pouvoirs publics. Les dommages causés à cet événement sportif planétaire, qui doit réunir, dix-neuf jours durant, quelque 10 500 athlètes de 206 pays et 9,7 millions de spectateurs, seraient colossaux.

« Si les athlètes russes ne sont pas autorisés à participer aux Jeux, nous nous attendons à une recrudescence des cyberattaques », pointe un haut fonctionnaire expert en sécurité informatique. En 2021, à Tokyo, 450 millions de tentatives d'intrusion informatique, vols d'informations, sites Internet rendus indisponibles et autres opérations de vandalisme digital avaient été recensées. Les organisateurs de l'édition 2024 s'attendent, cette fois, à environ... 3 milliards d'attaques. Les Jeux de Paris se veulent 100 % numériques, avec des billets entièrement dématérialisés : ils seront donc particulièrement vulnérables au piratage informatique.

Problème : la réussite des Jeux repose sur les épaules d'une seule boîte, Atos, leader tricolore des services numériques et de la cybersécurité.

## Contrat en or

Prestataire du Comité international olympique (CIO) depuis 1989, Atos est en effet responsable de l'affichage en temps réel des résultats des 329 compétitions, mais aussi de la gestion des 41 sites olympiques. Chaque athlète doit savoir où et

à quelle heure auront lieu les entraînements, les épreuves, les transferts... Et, comme si ce chantier titanesque – qui va lui rapporter 200 millions d'euros – ne suffisait pas, Atos a hérité, à la fin de 2022, d'une nouvelle mission : héberger les données sensibles des 500 000 accrédités, bénévoles, athlètes, personnalités et autres policiers. Avec, pour chacun d'eux, une foulditude de renseignements : état civil, profession, coordonnées téléphoniques... La gestion de ces précieuses informations avait d'abord été confiée par le CIO au géant chinois du commerce en ligne Alibaba, et c'est pour empêcher que les services chinois n'aient accès à cette véritable mine que le gouvernement a réquisitionné le fleuron tricolore. Las ! depuis lors, Atos défraie la chronique des milieux économiques.

Ses dirigeants n'ont rien trouvé de mieux, pour sauver la boîte ultra-endettée, que d'envisager de découper la boîte en deux afin d'en céder une partie au milliardaire tchèque Daniel Kretinsky (« Le Canard », 9/8). Une échéance angoissante pour les salariés, qui ne seront fixés sur leur sort qu'au premier trimestre de 2024, soit quelques semaines seulement avant les Jeux...

Pour réussir son épreuve olympique, Atos doit mobiliser, dans la dernière ligne droite, près de 3 000 ingénieurs à temps plein. « Notre crainte, c'est que, dans le climat d'incertitude qui pèse sur l'entreprise, un grand nombre de salariés aillent voir ailleurs et que les compétences s'évaporent, s'inquiète un représentant de l'Etat. Il serait temps que le sketch de la cession s'arrête. » Il serait dommage que la sécurité olympique soit mise à l'épreuve par l'entreprise censée l'assurer...

**Odile Benyahia-Kouider  
et Christophe Labbé**

